

LA COMMUNE DE PARIS

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Agriculture, Industrie.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'administration, passage de l'Entrepôt-du-Maraais, 4.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE DU MARAIS,
pass. de l'Entrepôt, 4.
1 an. 6 mois. 3 mois.
Paris. 24 12 7
Départements. 36 18 10
Étranger. . . 48 24 13
Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.
DROIT AU TRAVAIL.

Toutes les demandes d'abonnement pour la province doivent être accompagnées d'un mandat sur la poste.

AVIS.

Depuis notre réorganisation, nous adressons notre feuille à tous les journaux. — Nous prions de faire l'échange.

Les réclamations des anciens abonnés doivent être accompagnées d'une pièce justifiant la validité de leur abonnement.

SOMMAIRE.

Élections de Paris : Avis essentiel. — Liste des candidats de la Commune de Paris. — Séance de l'Assemblée nationale : Lettre du citoyen Barbès ; La commission est d'avis que l'Assemblée doit autoriser les poursuites contre Louis Blanc. — On veut ajourner la question sociale. — Le salaire égalitaire et la tâche : Différence entre les travailleurs de l'Assemblée nationale et ceux des ateliers nationaux. — La présidence. — Les Girondins. — Négligence ou arbitraire : Pourquoi les citoyens n'ont-ils pas encore été appelés, depuis 3 mois, à élire leurs magistrats municipaux. — Aux travailleurs : Lettre du citoyen Rivard, ouvrier tailleur. — Profession de foi du citoyen Galland, ouvrier tisseur. — Les héros du 15 mai. — Étienne Arago-Flocon : Le directeur des postes déclaré décaheteur et voleur de lettres de par le Corsaire. — Aménités bourgeoises. — Place publique : Sympathie du peuple pour Sobrier. — Instruction contre Louis Blanc. — Les prisonniers de Vincennes. — Etc.

Élections de Paris.

AVIS ESSENTIEL.

Les listes électorales sont closes.
Hâtez-vous de prendre vos cartes.

LISTE DES CANDIDATS

DU JOURNAL LA COMMUNE DE PARIS.

Sobrier.	Ch. Lagrange.
Caussidière.	Raspail.
Pierre Leroux.	Adam, cambreur.
Proudhon.	Mallarmet, monteur
Kersausie.	en bronze.
Thoré.	Savary, cordonnier.

Séance de l'Assemblée nationale.

On attend avec anxiété le résultat du rapport de la commission chargée d'examiner la demande en autorisation de poursuites contre le représentant Louis Blanc ; mais les membres composant cette commission paraissent s'être fait un devoir de ne rien révéler de ce qui s'est passé.

À l'ouverture de la séance, le président donne lecture d'une lettre du citoyen Barbès, annonçant que les paroles que le réquisitoire du procureur-général attribue au représentant Louis Blanc ont été prononcées par lui, ainsi que l'atteste le *Moniteur*. Cette lettre est renvoyée à la commission.

Le citoyen Jules Favre monte à la tribune pour faire connaître à la chambre le rapport de la commission chargée de l'examen de la demande d'autoriser des poursuites contre un membre de l'Assemblée nationale. Un profond silence s'établit dans toute la salle.

Au milieu des considérations de haute politique qui signalent le début du rapport, il n'est pas difficile d'en prévoir les conclusions qui ont été prises à la majorité de 15 voix contre 3. La commission est d'avis que l'Assemblée doit autoriser les poursuites contre le représentant Louis Blanc.

La discussion est fixée à demain.

Après avoir entendu le citoyen Louis Blanc, qui se borne à dire que, s'il a protesté comme Représentant, comme homme il doit s'abstenir,

l'Assemblée décide que la discussion aura lieu dans la séance de demain.

On veut ajourner la question sociale.

Renvoyer, disséminer les ouvriers dans les départements pendant qu'à Paris on proscriera successivement tous les socialistes, tel est le plan des réactionnaires.

Y a-t-il encombrement dans les villes ? L'agriculture n'a-t-elle pas été délaissée au profit de l'industrie proprement dite ?

Oui, sans doute ; mais ces errements funestes en apparence, ont en réalité hâté les progrès de la civilisation. Ils ont fait immédiatement ressortir ce qu'il y avait de gigantesquement monstrueux dans l'organisation de la société que les Titans de l'égoïsme voudraient encore défendre. Ils ont montré la nécessité d'une transformation radicale, profonde. En présence de cette accumulation de misères que l'on rencontre dans les villes, il faut être aussi dépourvu de cœur qu'un notaire pour ne pas solliciter des améliorations immenses.

Entre les mains des gouvernants qu'est devenue l'égalité ? qu'ont-ils fait de l'homme ?

Et qu'on n'objecte pas qu'il retrouvera dans les champs le bonheur qu'il est venu chercher à la ville ? En beaucoup d'endroits, la situation du paysan est aussi atroce que celle de l'ouvrier manufacturier. Grabat pour grabat, qu'importe qu'il soit dans une mansarde ou dans une chaumière ? Maître pour maître, exploitateur pour exploitateur, qu'a-t-il à gagner à ces déplacements s'il est toujours exploité ?

Vous voulez les éloigner, ces émeutiers terribles, ces hommes qui vous ont fait ce que vous êtes, ces géants des barricades à côté desquels vous apparaissez si petits ! Spartacus avait brisé sa chaîne, sournoisement vous avez voulu la lui remettre aux mains.

Et vous parlez de le jeter sur quelque plage, de l'envoyer aux déserts pour qu'il les féconde de ses sueurs, pour qu'il vous les rende chargés de végétation et regorgeant de richesses.

Cette végétation, ces richesses, quand viendra le jour de la moisson, vous viendrez les prendre. Lui, il en aura juste ce qu'il faut pour ne mourir de faim qu'à un âge avancé, sur le bord d'un fossé, où vous roulez dédaigneusement son cadavre.

L'homme est libre, oui, dans les ouvrages de métaphysique et dans les codes ; dans le fait, il est condamné à un éternel servage. Vous ne voulez pas de sa réhabilitation, vous ne l'admettez que fortuite, individuelle, isolée ; générale, vous la redoutez comme un fléau, vous la proscrivez comme une utopie. Au seul penser d'une société organisée sur des bases de justice et de vérité, vous frémissiez, comme si vous aviez marché sur un serpent : contre le droit, contre l'idée vous braquez les canons, vous dardez les baïonnettes, vous inondez les places publiques de soldats...

Insensés !

Napoléon, l'homme du sabre, ne disait-il pas : Le sabre ne peut rien contre l'idée ?

Quand vous feriez couler du sang à remplir toutes les fortifications ; quand vous auriez promené la sentence de Malthus de mansarde en mansarde et de chaumière en chaumière ; quand vous auriez, pendant vingt ans, décimé l'humanité, croyez-vous que vous auriez résolu la question sociale, et que vous pourriez dormir en paix comme le tigre sur sa proie ?

Ce qui n'a pas lieu aujourd'hui aura lieu demain, ce qui n'arrivera pas demain, s'accomplira après-demain.

Virtuellement les hommes sont égaux, libres, frères. Ils le deviendront.

Faits pour le bonheur, dans le libre essor de leurs facultés, et non pour être embrigadés militairement.

Ils ont tous droit au bien-être de M. Dupin lui-même.

Droit à la vie matérielle, droit à la vie morale.

Nous ne demandons pas de bouleversements, mais un acheminement rapide vers toutes les conquêtes de la civilisation.

C'est à vous de choisir entre une solution pacifique et les moyens sanglants.

Le salaire égalitaire et la tâche.

L'Assemblée nationale ne veut pas du salaire égalitaire pour les ateliers nationaux, cependant elle se l'applique à elle-même. En cela les commis du peuple ont-ils raison ? oui, sans doute. Ne faisant rien, ils doivent tous être également rétribués ; c'est l'égalité du néant. On trouvera peut-être que le néant coûte un peu cher.

Les commis du peuple ne veulent plus du travail à la journée ; ils imposent le travail à la tâche. Nous avons déjà fait ressortir ce que cette mesure a d'injuste. Il n'importe ; chacun est tenu d'obéir à la loi jusqu'à nouvel ordre. Seulement il faut qu'elle soit appliquée partout ; aussi demandons-nous que les commis du peuple ne soient plus payés qu'à la tâche, persuadé qu'ils mettront tout leur zèle à la faire grande et belle.

De la présidence.

On dit que la commission nommée par l'Assemblée nationale, pour fabriquer une constitution nouvelle, a déjà résolu la question du pouvoir exécutif par la création d'un président élu pour 3 ans.

Tous les républicains doivent protester contre ce plat replâtrage monarchique. Il n'y a rien de plus incompatible avec le principe démocratique, qu'un pouvoir exécutif exercé par un homme seul, qu'on le nomme roi, consul ou président. Dans cette position exceptionnelle et si élevée, il en est peu qui se résoudraient sincèrement au rôle de comparse, qui ne partageraient pas l'antipathie de Bonaparte pour le grand électeur de la constitution Sièyes.

L'action d'exécuter n'éloigne nullement la délibération antérieure. Un homme peut-il délibérer seul, sans tenir compte de son intérêt

ou de ses impressions personnelles, en annihilant complètement son individualité?

Non! Dieu a mis des bornes aux facultés morales comme aux facultés physiques de l'individu. Nier cette vérité, c'est décréter l'infailibilité humaine!

Eblouie par l'élection, alimentée par la possession réelle du pouvoir, excitée par les flatteries d'une masse de gens, qui vivent toute leur vie du vil métier de courtisan; l'ambition d'un homme prendrait un essor tel, qu'elle se traduirait bien vite par l'usurpation.

L'exemple des États-Unis ne peut pas ici faire loi. Cette confédération sans précédents monarchiques, sortie toute républicaine du joug de l'étranger, peut tenir à personnifier dans un président, son unité comme nation qui n'est pas homogène dans ses éléments. La France n'en est pas là: elle doit chercher dans le pouvoir exécutif plusieurs lumières, plusieurs opinions, comme dans le pouvoir législatif; tout en investissant ce dernier d'une autorité suffisante, pour se maintenir au-dessus de tout, parce que seul il est l'expression véritable de la souveraineté de la nation, et pour prévenir les déchirements qui viendraient à naître dans le sein de la commission dite *pouvoir exécutif*.

La constitution de 93 est moins dangereuse, la part faite des exigences politiques de l'époque terrible qui la vit naître. Une vingtaine de membres choisis sur une liste des candidats élus par les départements, et révocables par tiers ou par moitié tous les ans, formaient le pouvoir exécutif. Voilà la seule institution qui puisse nous offrir des garanties sérieuses d'infailibilité et de capacité réelle, et se prêter le moins aux empiètements d'un principe réacteur, d'une famille, d'un individu.

Les Girondins.

Le 10 août et le 2 septembre les consternaient. Ils voulaient donner quelques jours à la réflexion et à la réaction de l'Assemblée et de l'opinion contre ces excès populaires. Hommes imbus des idées républicaines de l'antiquité, où la liberté des citoyens supposait l'esclavage des masses, et où les républiques n'étaient que de nombreuses aristocraties, ils comprenaient mal le génie chrétien des républiques démocratiques de l'avenir. Ils voulaient la république à condition de la gouverner seuls, dans les idées et dans les intérêts de la classe moyenne et lettrée à laquelle ils appartenaient. Ils se proposaient de faire une constitution républicaine à l'usage de cette seule classe, devant laquelle venaient de s'évanouir la royauté, l'église et l'aristocratie. Sous le nom de républiques, ils sous-entendaient le règne des lumières, des vertus, de la propriété, des talents, dont leur classe avait désormais le privilège. Ils rêvaient d'imposer des conditions, des garanties, des exclusions, des indignités dans les conditions électorales, dans les droits civiques, dans l'exercice des fonctions publiques, qui élargiraient sans doute les limites de la capacité au gouvernement, mais qui laisseraient en dehors la masse faible, ignorante, indigente ou mercenaire du peuple. La constitution devant corriger, selon eux, ce que la République avait de populaire et d'orageux, ils séparaient dans leurs pensées la plèbe de la nation. En servant l'une, ils comptaient se prémunir contre l'autre.

Résolus de voter la République, ils voulaient voter en même temps une constitution qui donnât à la République quelque chose de la concentration du pouvoir et de la régularité de la monarchie... L'avènement du peuple tout entier au gouvernement, l'inauguration de cette démocratie chrétienne et fraternelle que Robespierre préconisait dans ses théories et dans ses discours, n'étaient jamais entrés dans leurs plans. Changer le gouvernement était toute la politique des Girondins; changer la société était la politique des Démocrates. Les uns étaient des politiques, les autres des philosophes; les uns pensaient au lendemain, les autres à la postérité.

Négligence ou arbitraire.

Il est vraiment incroyable qu'après trois mois écoulés depuis la Révolution de Février, il n'ait pas encore été procédé à l'élection des maires, adjoints et conseils généraux et municipaux, en grande partie dissous ou remplacés par les hommes des commissaires du Gouvernement.

Comprend-on, par exemple, qu'au moment de nouvelles élections, dans les communes éloignées de Paris, on ait laissé pour maires et ad-

jointes des hommes dévoués au gouvernement déchu, ayant une influence immense sur leurs administrés; que dans les villes ces mêmes maires et adjoints fassent les affaires de la République, après avoir fait celles de la royauté, et nous savons tous de quelle manière?

Comprend-on qu'à Paris, ce soit toujours, à peu d'exception près, les mêmes maires, adjoints et chefs de bureaux qui soient chargés de l'administration de la capitale?

Comment est-ce que vous croiriez au dévouement de ces hommes égoïstes, qui n'ont qu'un but, conserver à tout prix leurs places et leurs appointements?

Comment est-ce que vous penseriez que ces hommes, favoris et protégés de l'intrigue et de la corruption qui ont tout à perdre sous un gouvernement républicain, incapables qu'ils sont, pour la plupart, de remplir les fonctions qui lui sont confiées, serviraient avec dévouement la République, après avoir pris une part active aux tripotages de la royauté; alors, surtout que nous sommes sans conseil municipal, et qu'il n'y a aucune surveillance sur leurs actes?

Et pourquoi aurions-nous une confiance aveugle en M. Marrast, maire de Paris? Il était excellent journaliste; mais ce n'est pas une raison pour qu'il soit excellent administrateur. L'ancien préfet de la Seine s'entendait fort bien aussi en administration, surtout en finances, et néanmoins il avait un conseil municipal qui le surveillait de près; et assurément nous en aurions plus besoin aujourd'hui que jamais.

Qu'en pense M. Marast?

Je suis sûr qu'il est de notre avis.

Le gouvernement aurait donc dû, depuis longtemps, faire procéder à l'élection des maires, adjoints et conseillers municipaux. En ne le faisant pas, non-seulement le gouvernement a encouru une responsabilité dont il aura à rendre compte, mais encore il a manqué à ses devoirs.

Dans un pays aussi centralisé que la France, pour que la machine gouvernementale marche bien, il faut toujours que les ressorts soient au complet; du moment où il en manque un, la machine marche mal, jusqu'à ce qu'enfin elle s'arrête et se brise.

Elle est arrêtée par le manque d'un rouage des plus importants, l'administration communale et départementale régulière.

Nous avons vu avec peine le renvoi au comité de M. Huot, représentant du Jura, relative à l'organisation des conseils municipaux.

Ces comités nous font l'effet du bureau des renseignements sous l'ancienne Chambre.

Nous désirons nous tromper; l'avenir en décidera!

K. D.

AUX TRAVAILLEURS.

Mes Frères,

C'est le 4 juin qu'auront lieu les élections du département de la Seine; nous avons onze députés à nommer pour compléter la députation de Paris. Si nous savons nous entendre, nous pouvons envoyer onze socialistes siéger à l'Assemblée nationale. Le socialisme renferme dans son sein beaucoup d'hommes éprouvés, qui ne demanderaient pas mieux que de se rendre utiles à leurs semblables. Choisissons, je ne dirai pas les plus dignes, ils le sont tous, mais les plus capables: car il nous faut, dans ce moment suprême, des orateurs qui puissent lutter avec les ennemis du peuple, qui sont déjà en si grande majorité dans l'Assemblée. Nous n'avons plus beaucoup de temps, il est vrai, pour nous entendre sur le choix des citoyens que nous devons nommer; mais il nous en reste encore assez pour nous préparer à remplir un des plus sacrés de nos devoirs. N'oublions pas que la révolution de Février a été faite et maintenue par nous; c'est pour nous qu'elle doit s'accomplir: ne nous laissons pas enlever notre conquête; qu'on ne vienne pas nous dire que tout est fini, que nous n'avons qu'à nous reposer, du soin de nos affaires, sur ceux qui nous gouvernent. Non, rien n'est fini. Ne soyons pas trompés par les ambitieux qui, la veille des élections, viennent nous dire qu'ils sont nos amis, et, dès qu'ils sont élus, nous tournent le dos et nous traitent avec dédain! Sachons une bonne fois nous servir de nos votes, comme nous avons su nous servir de nos fusils en Février. Voterons comme un seul homme. Nommons des représentants du peuple, dignes de ce nom. Mettons de côté tout amour propre. Ne nous laissons pas diviser par des questions de personne: ce sont ces divisions qui nous ont perdus aux dernières élections; que le triste passé nous serve de

leçon. Ce qu'il nous faut avant tout, ce sont des hommes de grand talent et de grande énergie, des hommes qui aient fait preuve de dévouement à la cause de l'humanité. — C'est dans le sein du socialisme que nous les trouverons. C'est à ces courageux champions de la sainte cause populaire qu'appartient le droit de nous représenter à l'Assemblée nationale, parce que eux seuls ont sérieusement étudié toutes les questions sociales. N'oublions pas aussi que de notre vote dépend notre bonheur ou notre malheur! Les socialistes connaissent nos besoins; ils savent ce que nous voulons et ce qu'il nous faut. En les nommant, nous montrerons à nos ennemis qu'ils n'en sont pas encore où ils croient; et pour leur prouver qu'ils s'abusent étrangement sur leur position vis-à-vis de nous, nous sauverons la République démocratique en péril.

Salut et fraternité.

RIVARD.

Ouvrier tailleur, rue Sainte-Anne, 21.

Paris, le 30 mai 1848.

Candidature.

PROFESSION DE FOI DU CITOYEN GALLAND,

Ouvrier tisseur, candidat à l'Assemblée nationale.

Citoyens,

Orphelin dès mon bas âge, élevé à l'école du malheur, travaillant depuis l'âge de huit ans, j'ai appris à aimer le peuple; je connais ses besoins, car je connais les miens.

Je veux la garantie de l'existence par le travail.

Je veux que tout citoyen hors d'état de travailler, par infirmité ou par l'âge, ait l'existence assurée par la société.

Je veux l'instruction commune pour tous, sans distinction.

Enfin que *Liberté, Égalité, Fraternité* ne soient pas de vains mots.

J'ai peu d'instruction, mais j'ai du cœur et de la volonté. Ma vie politique, depuis dix-huit ans, est une garantie pour la sainte cause de la République démocratique.

GALLAND,

Ouvrier tisseur, rue du Faubourg-

Poissonnière, 162.

CANDIDATURE THIERS.

On lisait hier cette affiche sur les murs de Paris:

« Citoyens,

» LE BESOIN :

» 1° Des ex-lois de septembre;

» 2° Des grands discours;

» 3° Des émeutes réactionnaires;

» 4° Et des autres roqueries gouvernementales, se faisant généralement sentir,

» Nommons M. THIERS!!

Les héros du 15 mai.

Avant de féliciter les guerriers de Paris et de la banlieue, l'Assemblée aurait dû voter des remerciements à ceux-là même qu'elle insulte et fait garder à vue dans le donjon de Vincennes. La pauvrete allait se périssant de consommation et de langueur depuis le 4 mai, lorsque les événements imprévus du 15 lui ont donné une surexcitation factice. Le lendemain de ce jour où la garde bourgeoise fit preuve de tant de grandeur et de courage, où plus de 200,000 hommes en armes et soutenus par les canons, furent assez courageux pour s'emparer de quelques citoyens sans défense, violer leur domicile, s'emparer de leur argent et de leurs bijoux; les commis du peuple, saisis d'admiration, déclarèrent, avec enthousiasme, que ces guerriers valeureux avaient bien mérité de la patrie. Dès-lors, pas un garde national qui ne se soit posé en héros, en se vantant d'avoir sauvé la République. Ils auraient forcé cent barricades à travers une grêle de balles, encloué vingt pièces d'artillerie, soutenu les assauts d'une armée entière, qu'ils ne se seraient pas montrés plus glorieux. Et comme ils sont doux ces messieurs qu'on appelle des *modérés*! Ils ne veulent que les pendre à la lanterne, leur plonger la baïonnette dans le ventre ou les fusiller eux-mêmes! Vraiment c'est trop d'indulgence!

Étienne Arago. — Flocon.

Nous disions que tous les démocrates sincères, que tous les vieux républicains étaient déjà livrés aux insultes de l'ancien régime et traînés sur la claie des calomnies. Hier, c'était Imbert; au-

jourd'hui, c'est Etienne Arago. Voici la lettre qu'il écrit au journal *le Corsaire*, lequel journal veut bien ne l'accuser encore (et par emprunt) que de vol et d'infamie.

Citoyens,

Vous reproduisez un article du *Courrier de la Gironde*, qui m'appelle *décacheteur et voleur de lettres*, parce qu'une lettre et un numéro du *Corsaire* ne lui seraient pas parvenus.

Il y a là une infâme calomnie que mes antécédents et la confiance des républicains démocrates me permettent de mépriser.

Je pourrais sans doute demander aux tribunaux compte d'une injure aussi odieuse, et personne ne doutera qu'il ne me fût facile de l'obtenir; mais, enfant de la presse, je veux témoigner de mon respect pour elle en ne la poursuivant pas dans un de ses excès. Je déplore avec une amère et profonde tristesse un pareil abus de la liberté d'écrire; cependant je ne me sens pas la force d'être le premier à en solliciter la répression.

Salut et fraternité.

Etienne ARAGO.

Un autre de nos amis, et qui n'est pas moins coupable aux yeux de la réaction, car il est un des plus vieux soldats de la République, le citoyen Flocon, est à son tour accusé d'avoir fait un commerce de lettres qui serait un *chantage* ignoble. Est-il besoin de relever de pareilles violences? Ceux-là même qui les écrivent savent bien qu'ils mentent!

Amenités bourgeoises.

Un garde national, de la rue Vivienne, disait, à la mairie du troisième arrondissement, où il se trouvait de piquet :

« Pour me récompenser des prises et des veillées d'armes, des gardes que j'ai montées, je demande pour unique grâce la faveur d'être du peloton qui doit fusiller Barbès, Raspail, Louis Blanc et Sobrier. »

Un boucher de la rue Saint-Denis disait qu'il ne serait heureux que lorsqu'il pourrait nager dans le sang de tous ces brigands de républicains.

Place publique.

Nous passions hier soir dans un groupe, boulevard Bonne-Nouvelle; — le nom de Sobrier nous frappa. — Etait-il donc hors la loi, disait un ouvrier avec chaleur, pour que l'on ait violé ainsi son domicile; pillé ses effets, ses bijoux; dispersé, brûlé ses papiers? »

« Pour qu'on l'ait arrêté d'une façon si brutale? » ajoutait un second.

« C'est un représentant — un commis du peuple qui l'a saisi au collet. »

« Je connais ce commis, dit un interlocuteur — je sais son nom et je l'enverrai à la Commune de Paris! »

Nous nous retirâmes, heureux de recueillir parmi le peuple ces preuves de sympathie pour l'excellent Sobrier.

Instruction contre Louis Blanc.

Les dix-huit commissaires nommés pour former la commission spéciale dans l'affaire Louis Blanc, sont MM. Leblond, Dubruel, Auguste Avond, Wolrhay, Freslon, Bac, Nogué, Donesnel, Abbateucci, Emile Langlais, Bonjean, Jules Favre, Roger, Favreau, Porion, Renouard, Denjoy et Join.

Si nous sommes bien informés, la majorité de la commission aurait voté pour qu'une espèce d'enquête eût lieu sur le dossier qui a été déposé aux mains du président.

Quelques membres demandaient qu'on n'entrât point dans l'examen des faits, et que les poursuites fussent autorisées, sans que la question de culpabilité pût être préjugée en rien par la décision de l'Assemblée.

Cette opinion n'aurait pas prévalu contre les précédents invoqués, notamment contre ceux relatifs à des demandes de poursuites contre MM. Audry de Puyraveau et Emile de Girardin, que la Chambre des députés avait cru devoir soumettre à un examen, portant sur le fond même des faits indiqués comme pouvant motiver des poursuites.

Les prisonniers de Vincennes.

Il va être impossible de communiquer avec les prévenus de Vincennes; l'autorisation devant être signée de trois membres de la commission exécutive. Mais aussi, pourquoi tout Paris demandait-il à voir Barbès, Sobrier, Albert, etc. ?

Si l'on avait laissé faire, 250 mille citoyens eussent été élire domicile à Vincennes. Cet empressement avait son mauvais côté, nul n'oserait le contester.

Il était urgent de prendre des mesures qui fissent cesser un état de choses aussi singulièrement anormal? Il y avait deux partis à prendre. Retenir tous ceux qui entraient dans le donjon; mais alors il eût fallu coffrer tant de monde, que tous les forts détachés n'y eussent pas suffi. Evidemment, l'autre moyen valait mieux.

Qui est-ce qui voudra solliciter auprès de trois pentarques ou pentarches? Qui peut compter sur l'assentiment de trois majestés?

Et, d'ailleurs, ces majestés ont-elles une influence réelle, une puissance quelconque?

Répondez: où est le gouvernement aujourd'hui? dans le comité des cinq ou à l'Assemblée nationale, dans la sonnette du président Buchez? Ne serait-il pas plus rationnel de le saluer dans ces excellentes baïonnettes bourgeoises que le rappel fait surgir par milliers des boutiques, grâce à des excitations féminines, — et dans ces élégants fusils de chasse que de belliqueux officiers mettent en bandoulière lorsqu'ils vont à la chasse aux émeutiers?

Mais cela, est-ce un gouvernement? En sommes-nous toujours aux temps érotiques du moyen-âge? forcés d'obéir à une multitude de Ximènes qui nous répondent à tout moment en nous montrant leurs canons: *Voilà mes droits: qui de vous osera les contester?*

La révolution à Vienne.

Les journaux de Vienne ne sont pas arrivés; mais la *Gazette de Breslau* du 28 mai annonce que de nouveaux troubles auraient éclaté dans cette capitale. S'il faut en croire un récit fourni par un voyageur à la *Gazette*, le 25, une collision a eu lieu entre le peuple et les soldats. Le peuple a gagné la victoire; les soldats se sont retirés sur les glacis. On craignait pour le jour suivant une lutte sanglante, si quatre régiments qui sont dans les environs de Vienne marchaient sur la ville. Nous citons la *Gazette de Breslau*:

Le dernier courrier de Vienne n'est pas arrivé, mais un voyageur nous a fait un récit des événements suivants: La plus grande agitation règne à Vienne. Le 24, on disait que trois régiments entreraient pendant la nuit dans la ville, et cette nouvelle a causé une grande anxiété. Dans la matinée du 25, le ministère donna à la légion académique l'ordre de se dissoudre et de poser immédiatement les armes. Ce fut le signal de l'explosion de la révolte. De tous côtés, dans toutes les rues, on vit s'élever des barricades sous la main des ouvriers et des étudiants. Toutes les communications furent rompues à dix heures (le 25). Une collision eut lieu entre le peuple et les soldats. Le peuple prit d'assaut le Raschenbourgthor et en chassa les soldats. Un ouvrier fut tué. Les soldats se retirèrent sur les glacis et occupèrent tous les bastions.

Cet état de choses dura jusqu'au soir; il n'y eut pas de nouvelles hostilités. A trois milles devant Vienne, dans Windischgratz, il y a quatre régiments; s'ils arrivent à Vienne, une lutte sanglante est inévitable. Toutefois, on pourrait éviter un malheur si on acceptait les conditions suivantes, posées par le peuple: 1° Maintien de la légion académique; 2° éloignement de tous les soldats jusqu'à quatre lieues de Vienne; 3° retour de l'empereur à Vienne dans huit jours ou à sa place envoi d'un prince impérial. Les comtes Hoyes, Colloredo, Mansfeld et Montécuculli se présentent comme otages. Les deux premiers sont au pouvoir du peuple, le troisième fuit de palais en palais pour ne pas être pris. Les directeurs de chemins de fer ont donné leur parole d'honneur qu'ils ne transporteront pas de soldats à Vienne. Plusieurs bataillons de chasseurs qui devaient arriver de Lundenbourg ont en vain demandé des voitures, et le colonel a déclaré que si on ne lui en donnait pas spontanément, il les prendrait de vive force. Au départ du convoi, à sept heures du soir, il y avait dans chaque rue de Vienne trois à quatre barricades; les trois plus élevées (à peu près de la hauteur de deux étages) se trouvaient sur la place Saint-Etienne, près de la Bourg (château impérial) et près de Rothenbourgthor.

L'instruction suivie contre les ex-ministres est parvenue à son terme, et il paraît qu'il ne sera plus entendu de témoins: on croit cependant que la Cour tardera encore quelque temps à prononcer sur la question de mise en accusation.

Au nombre des témoins entendus figurent tous les chefs de corps, même les chefs des postes particuliers; on a aussi entendu un grand nombre de soldats et de citoyens blessés soit au boulevard des Capucines, soit au poste du Château-d'Eau.

On lit dans la Réforme:

Nous avons dit ce matin comment on avait, en quelque sorte, annulé le vote de la garde républicaine. On vient d'enlever, par un procédé analogue, celui de la garde mobile. Aujourd'hui, 1^{er} juin, celle-ci a été appelée à exercer ses droits électoraux, incontinent et à l'improviste. Nous avons reçu la visite d'un grand nombre de ses délégués, notamment du 5^e bataillon, qui ont, disent-ils, vainement réclamé un peu de répit, et le temps nécessaire pour se renseigner: il leur a été répondu que le commandant insistait pour un vote immédiat, et il ont obéi comme ils ont pu.

Rien ne serait plus dérisoire, il faut l'avouer, qu'une pareille application du suffrage universel; et puis, qu'on nous dise donc la raison qui a pu faire ainsi avancer pour la garde nationale mobile le jour fixé par le pouvoir exécutif.

On nous rapporte un autre fait; mais c'est le maire de Paris qu'il concerne. L'hôtel de ville, qui paraît avoir ses candidats personnels, a fait imprimer et distribuer, avec le cachet de la mairie, 100,000 listes, où les noms des citoyens Adam, adjoint, et Flotard, secrétaire général, se trouvent portés. Il nous semble que le cachet de la mairie est ici de trop, et qu'on ne s'en est évidemment servi qu'en vue de son influence.

Il y a mieux. Dans les envois des listes qui ont été faits, hors de Paris, aux maires des différentes communes du département, on a joint l'affiche-circulaire du citoyen Flotard. Le citoyen Flotard devrait savoir cependant que les fonctionnaires n'ont droit de franchise que pour ce qui concerne les services publics.

Hier soir, le citoyen Caussidière s'est présenté au club de l'Ecole-de-Médecine pour répondre aux interpellations. On lui a demandé de s'expliquer sur Sobrier et la manifestation du 15 mai.

« Sobrier, a-t-il dit, n'a pas conspiré... »

Croyant qu'il y avait dans l'auditoire quelque manifestation de doute:

« Croyez-moi, a-t-il repris avec feu, Sobrier n'a pas conspiré. On s'est plu à considérer sa maison comme un arsenal; un représentant du peuple, son voisin, a jeté les hauts cris; mais les armes n'étaient là que pour sa propre défense. »

Des applaudissements unanimes ont accueilli l'orateur.

La violation de notre domicile, le sac et le pillage dont nous sommes victimes, ont éclairé les esprits.

Nous pouvons affirmer, d'une manière certaine, que, le 24 février, — au moment où l'on formait, au *National*, une liste des membres du gouvernement provisoire, en présence de Louis Blanc, d'Emmanuel Arago, etc., le nom d'Odillon-Barrot a été proposé, qu'il a été admis et porté sur la liste. — La seule personne qui s'y soit opposée nous certifie le fait.

La *Gazette des Tribunaux* s'exprime ainsi au sujet de la nouvelle décision prise par la Commission exécutive:

« Au fond, nous n'avons rien à objecter contre cet arrêté. Nous pensons même que, malgré la généralité des termes du décret du 9 mars, ses auteurs n'ont eu en vue que le cas où la contrainte est exercée de particulier à particulier, en matière civile et commerciale. »

La *Gazette des Tribunaux* est dans l'erreur; comme nous déjà dit, les termes du décret du 9 mars sont absolus. On ne pouvait y déroger que par une nouvelle loi, et cette loi devait être l'œuvre, non de la Commission exécutive, mais de l'Assemblée nationale, qui seule est désormais investie du pouvoir législatif et constituant.

(République.)

Bouche de bronze.

FLOURENS.

Professeur au Muséum d'histoire naturelle (le cours dure de quatre à cinq mois).	5,000 fr.
Logement au Muséum.	1,000
Secrétaire perpétuel à l'Institut (Académie des Sciences).	6,000
Membre de l'Académie française.	1,800
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> (payé par l'Etat).	1,500
Quatre places.	

Total des traitements. 15,300 fr.

DUMÉRIL.

Professeur au Muséum d'histoire naturelle (le cours dure de quatre à cinq mois).	5,000 fr.
Logement ou indemnité de logement au Muséum.	1,000
Professeur à l'Ecole de médecine (fait très rarement ce cours).	10,000
Membre de l'Institut.	1,800
Membre de l'Académie de médecine.	500
Quatre places (deux pour la même science).	

Total. 18,300 fr.

FRAIS DE TOURNÉE.

Les inspecteurs principaux des douanes, appointés à 6,000 fr., obtiennent une indemnité de 1,500 fr. pour frais de tournées. — On nous dit que bon nombre d'entre eux font ces voyages dans le véhicule économique que l'on nomme vulgairement *patache*; ce mode de locomotion peu dispendieux mais peu digne aussi d'un employé supérieur, permet à ces inspecteurs de mettre la presque totalité de l'indemnité dans leur poche. On nous cite un de ces fonctionnaires comme ayant l'habitude de se faire donner ce supplément de traitement en or, sans doute pour faire glisser immédiatement ces 1,500 fr. dans la tire-lire de ses économies. O contribuables, race éminemment corvéable, vous en a-t-on fait et vous en fait-on voir de dures!

ABUS DU LOGEMENT EN NATURE ET DES INDEMNITÉS.**On lit dans la Réforme :**

« Le général de division en retraite Pelet, directeur du dépôt de la guerre, veut sans doute se moquer des lecteurs du *Moniteur universel*, quand il leur dit (n° 19 mai) que son logement est le même que celui des directeurs.

« Le général de division en retraite Pelet occupe vingt-deux chambres environ des bâtiments du ministère; il brûle, nous a-t-on dit, de 50 à 70 voies de bois par an. Il occupe un huissier, deux secrétaires et quatre garçons de bureau à lui tout seul.

« Nous le prions de nous dire où il a vu de pareils abus dans le ministère, et surtout où sont les appartements du directeur du personnel, du directeur de l'administration, du directeur de l'Algérie, du directeur de la comptabilité, et du secrétaire général, tous logés à leurs frais, et dont l'Almanach national donnera, s'il le faut, les adresses? Nous dira-t-il que ces citoyens et leurs familles sont logés, chauffés et éclairés aux frais de l'Etat? »

A côté de l'abus des logements en nature signalé ci-dessus, il y a celui des indemnités de logements alloués à certains fonctionnaires publics. Nous savons qu'il y a des directeurs des douanes, ceux qui ne sont pas logés dans les établissements publics, dont l'indemnité de logement varie de 5 à 10,000 fr. — tandis qu'ils paient tout au plus leur loyer 600 à 2,000 fr. — Ces administrateurs privilégiés ont en outre une allocation de 1,500 à 2,000 fr. pour frais de chauffage, éclairage, etc.

(La Réforme administrative).

GALERIE DU NÉPOTISME.**Le citoyen Grélerin et son auguste famille.**

Nous apprenons à l'instant que le personnel des douanes de nos frontières va être réduit au moins d'un tiers. Toute la seconde ligne va être supprimée très prochainement par une mesure d'économie exigée, dit-on, par M. Garnier-Pagès.

Cette mesure aura pour résultat immédiat : la contrebande effrénée des marchandises anglaises, belges, allemandes, et la ruine complète de nos fabriques, ce qui, dans les circonstances actuelles, accélérera merveilleusement le mou-

vement de dégringolade que notre industrie a commencé depuis février.

Et ce sont là les économies que l'on avait promis de réaliser au ministère des finances.

Mais, au lieu de congédier de malheureux douaniers qui préservent notre marché contre l'invasion des marchandises étrangères, et qui sauvegardent ainsi notre industrie, inférieure encore, en bien des points, à celle de nos voisins; au lieu d'accomplir ainsi, à l'encontre du travail national, des économies ruineuses qui vont ôter à un grand nombre de pères de famille, le morceau de pain qu'ils partageaient avec leurs enfants, ne feriez-vous pas mieux, hommes d'Etat de la République, de commencer par réduire les appointements de vos directeurs généraux, qui ont encore aujourd'hui 20,000 fr. de traitements fixes sans compter les tours de bâton, et ceux de vos administrateurs, de vos directeurs particuliers, de vos receveurs principaux, etc.? Vous accompliriez ainsi des économies importantes qui ne nuiraient à personne, si ce n'est à quelques fonctionnaires engraisés à grands frais par la sueur du peuple.

Ceci nous remet en mémoire un document que l'on nous a communiqué il y a quelques jours. Ce document est assez curieux à méditer; nous le soumettons à l'examen de MM. Garnier-Pagès et Duclerc, qui faisaient autrefois aux fonctionnaires de la monarchie une si rude guerre. Il s'agit d'une famille qui s'appelle, en langue vulgaire, la dynastie Grélerin, mais qui, en langue poétique, devrait s'appeler *légion*.

Puisqu'on veut accomplir des réformes, il y aurait là, il nous semble, quelque chose à faire.

DYNASTIE GRÉLERIN.

1. Grélerin (Théodore), directeur des douanes.
2. Grélerin (Dieudonné), directeur des douanes à Valenciennes. — Frère du précédent.
3. Grélerin (Philippe-Alexis), receveur particulier des douanes à Lyon. — Autre frère.
4. Grélerin (Philippe), receveur principal des douanes à Saint-Malo. — Autre frère.
5. Grélerin (Jean-Baptiste), vérificateur des douanes à Sedan. — Autre frère.

(Il y a un autre frère qui n'est pas dans l'administration des douanes, il est architecte, mais il se rattache à la douane d'une autre manière; c'est lui qui a construit la douane de Paris. Son est inscrit sur l'édifice.)

6. Grélerin (Jean-Baptiste), vérificateur des douanes à Saint-Malo. — Neveu de Grélerin 1 et fils de Grélerin 5.
7. Grélerin (Jean-Joseph), receveur des douanes à Donchery. — Neveu de Grélerin 1.
8. Mazurier (Antoine), receveur des douanes à Uckange. — Beau-frère de Grélerin 1.
9. Mazurier (Félix-Théodore), vérificateur des douanes à Lyon. — Neveu de madame Grélerin 1.

10. Leblanc (Edmond), employé à l'administration centrale des douanes. — Autre neveu.

La liste est incomplète en ce sens qu'elle ne comprend ni les cousins ni les alliés.

DÉSINTÉRESSEMENT RÉPUBLICAIN.

L'émargement des ministres, pour le mois de mai, s'est encore fait (dit-on) sur le pied de 80,000 fr. par an.

On ignore encore quels traitements les directeurs se sont adjugés.

Mais leur dignité ne doit pas leur permettre de toucher moins que 100,000 fr. par an!

(Représentant du peuple.)

Correspondance.

Citoyen,

Le 2 mai, je proposai au Comité centralisateur une souscription en faveur des ouvriers de Rouen; elle fut adoptée à l'unanimité. Le premier, je souscrivis pour 5 francs, dont le secrétaire du comité est dépositaire : je l'invite à les remettre dans vos bureaux, si vous consentez à ouvrir dans vos colonnes une souscription en faveur de nos frères malheureux.

Lorsque la réaction montre tant d'ardeur à secourir des hommes qui, dans un excès de zèle, tournaient contre eux-mêmes des baïonnettes destinées aux cœurs républicains, il y aurait de la lâcheté, à nous démocrates, si nous laissons les victimes de Rouen dans l'oubli.

Quand donc le pouvoir déchirera-t-il le voile qui couvre encore les massacreurs?

TARTYRE.

Nous nous associons de grand cœur à cette pensée, et nous faisons appel à toutes les sympathies démocratiques.

Citoyen,

Si chaque journaliste populaire, chaque club, chaque association démocratique nous présentent onze candidats, c'est reconstruire la tour de Babel.

Il faut que chaque club, ou corporation, choisisse dans son sein un ou deux délégués les plus capables pour former un club souverain, qui choisira onze candidats.

Et ne cessez de répéter qu'à l'Assemblée nationale, il y a déjà trop d'avocats, trop de fonctionnaires publics, trop d'anciens députés, trop de prêtres, pas assez d'ouvriers.

Un citoyen de l'ex-garde républicaine,

MEREL.

Au citoyen rédacteur de la Commune de Paris.

Je viens d'adresser la lettre suivante au rédacteur de la *Réforme*, en le priant de l'insérer :

« Citoyen rédacteur,

« Le 15 mai je me suis mis en travers de la porte du citoyen Sobrier en disant que plutôt de violer un domicile de journaliste on me passerait sur le corps. »

Depuis ce temps toutes sortes de calomnies se répandent sur moi; plusieurs gardes nationaux crient à qui veut l'entendre qu'on m'a arraché mes épaulettes d'officier.

De plus, qu'une perquisition domiciliaire a été faite chez mon beau-père, demeurant à Montmartre, et qu'on a trouvé 400 fusils, plusieurs barils de poudre et des poignards (*aux réactionnaires rien ne coûte*), un arsenal complet!

A cela je réponds qu'il est absolument faux qu'on m'ait arraché mes épaulettes et qu'une visite domiciliaire ait été faite chez mon beau-père.

Il est vrai qu'après les INFAMIES qui se sont passées chez le citoyen Sobrier j'ai donné ma démission de lieutenant de la garde nationale, 7^e compagnie de Montmartre, et je soutiens envers et contre tous qu'elle a été donnée de ma propre volonté.

Je proteste contre tout ce qu'on a pu dire de contraire à cette lettre dont je demande l'insertion dans votre plus prochain numéro.

Salut fraternel.

HIMET, ex-lieutenant

de la 7^e compagnie de Montmartre.

P. S. La lâcheté des réactionnaires a été jusqu'à demander ma radiation des ateliers nationaux comme chef de compagnie.

HIMET.

Clubs de Paris.**Club pacifique des Droits de l'Homme.**

Séance du 29 mai 1848.

L'ordre du jour appelle l'audition des divers candidats à la représentation nationale.

Sont entendus tour-à-tour les citoyens Auvray de Rouen, Louis Lebrun fils et Acard.

Le citoyen Chambellan, qui devait également être entendu, exprime la crainte que ses principes ne soient pas en harmonie avec ceux de l'Assemblée; en conséquence, tout en remerciant le bureau, il croit devoir se retirer sans se faire entendre.

Le citoyen président fait lecture d'un projet de pétition tendant à demander que l'Assemblée nationale décrète : que tout citoyen arrêté préventivement, et contre lequel il ne s'élèvera pas des charges suffisantes, pour provoquer une instruction définitive, soit largement indemnisé de tous les dommages qu'il aura éprouvés, par suite de son arrestation.

Après cette lecture, le citoyen président invite les citoyens candidats à se retirer, afin que l'Assemblée puisse statuer sur leur candidature.

Les candidatures mises aux voix, l'Assemblée :

Quant à celle du citoyen Auvray, repoussée.

Celle du citoyen Louis Lebrun fils, adoptée.

Celle du citoyen Acard, adoptée à l'unanimité.

Signé : G. PELIN, président.

Pour copie conforme,

BETBEDER, secrétaire.

Le Club démocratique fraternel du faubourg Saint-Antoine, siégeant rue Charonne, adopte, sauf modifications ultérieures dans l'intérêt de l'unité de la démocratie, la liste suivante, pour les élections du 4 juin :

CAUSSIDIÈRE,	CABET,
SOBRIER,	CH. LAGRANGE,
PIERRE LEROUX,	RASPAIL,
GRANDMÉNIL,	PROUD'HON,
THORÉ,	ADAM, ouvrier cam-
DUPOTY,	breur.

Nous engageons instamment les membres du Club démocratique fraternel à se rallier à la liste des candidats que nous publions.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.